

# VILLE DE ROANNE

## DELIBERATION DU CONSEIL MUNICIPAL

Séance publique du jeudi 9 novembre 2023

MONSIEUR LE MAIRE CERTIFIE :

**N°33**

### **CADRE DE VIE**

- Réseau de chaleur
- Délégation de Service Public avec la société ROANNE ENERGIES (DALKIA)
- Avenant n° 4
- Approbation

1. *que la convocation de tous les conseillers municipaux en exercice a été faite dans les formes et délais prescrits par la loi ;*
2. *que le nombre des conseillers en exercice, au jour de la séance était de 39 sur lesquels il y avait 37 membres présents lors de la présente délibération, à savoir :*

M. Yves NICOLIN, Mme Clotilde ROBIN, M. Lucien MURZI, Mme Sophie ROTKOPF, M. Jean-Jacques BANCHET, Mme Corinne TRONCY, M. Fabien LAMBERT, Mme Catherine DUFOSSE, M. Gilles PASSOT, Mme Fanny FESNOUX, M. Pascal LASSAIGNE, M. Edmond BOURGEON, Mme Hélène LAPALUS, M. Guy SERGENTON, Mme Maryvonne LOUGHRAIEB, Mme Catherine BRUN, M. Christian DORANGE, Mme Valérie PROST MALLET, Mme Virginie BERNIER, M. Guillaume BRASSEUR MINARD, Mme Adina LUPU BRATILOVEANU, Mme Jade PETIT, M. Mahdi NOUIBAT, Mme Vanessa BARBANT, Mme Vickie REDEUILH, M. Romain BOST, M. Quentin GUILLERMIN, M. Alexandre GRANGE, Mme Sabine VERMOREL, M. Estéban PIAT, M. Christophe PION, Mme Christine CHEVILLARD, M. Franck BEYSSON, M. Denis VANHECKE, Mme Brigitte DUMOULIN, Mme Marie-Hélène RIAMON, M. Andrea IACOVELLA

*Secrétaire élu(e) pour la durée de la session :* Mme Vanessa BARBANT

A l'ouverture de la séance, Monsieur le Président a déposé sur le bureau de l'assemblée, le pouvoir écrit donné à un collègue par les conseillers municipaux empêchés d'assister à la séance, de voter en leur nom, par application de l'article L. 2121-20 du Code Général des Collectivités Territoriales.

*Absents ayant donné mandat :*

Mme Marie-Laure DANA BURNICHON à Mme Clotilde ROBIN, M. Bernard GERBOT à M. Franck BEYSSON

*Absents sans mandat :*

Le Conseil Municipal a donné acte de ce dépôt.

Mme Maryvonne LOUGHRAIEB, Conseillère Municipale, soumet au Conseil Municipal le rapport suivant :

Par délibération du Conseil Municipal en date du 7 avril 2016, la Ville de Roanne a attribué à la société DALKIA, la Délégation de Service Public relative au service de production et de distribution de chaleur du réseau RN7 pour une prise d'effet le 1<sup>er</sup> juillet 2016.

La société ROANNE ENERGIES s'est substituée de plein droit à la société DALKIA en vertu de l'article 7.1 du contrat le 30 juin 2016.

Depuis, le Contrat a fait l'objet de modifications par trois avenants successifs :

L'avenant n° 1 notifié le 1<sup>er</sup> février 2018 relatif à :

- \* la prise en compte de la subvention versée par l'ADEME pour l'établissement du tarif de base et le réajustement du terme R25 ;
- \* la modification de l'Annexe 7 du Contrat – Liste des abonnés.

L'avenant n° 2 notifié le 4 février 2019 relatif à :

- \* l'adoption d'une nouvelle formule de révision du R1 gaz, consécutive à la création du terme R1taxes (taxes applicables au gaz naturel) ;
- \* la création d'un terme R1gaztaxes ;
- \* l'ajustement du terme R25 en fonction du solde restant suite aux travaux de désamiantage et de dépollution du site de production de chaleur.

L'avenant n° 3 notifié le 24 mars 2021 relatif à :

- \* l'aménagement de la mixité d'énergie renouvelable à partir de la biomasse et la modification des obligations contractuelles liées à la subvention TEPCV sans modification du R1 compte tenu de la réalité des investissements, des subventions obtenues et du bilan d'exploitation sur 5 ans.

Le réseau de chaleur de la Ville de Roanne se caractérise aujourd'hui par un mix énergétique de 70 % d'énergie renouvelable, le complément étant assuré par du gaz. Ce niveau d'énergie renouvelable, s'il était pertinent jusqu'alors en termes d'équilibre énergétique et économique, n'est dorénavant plus en cohérence afin de répondre au mieux aux besoins des abonnés au regard du contexte et des enjeux environnementaux actuels.

En effet, le gaz, qui a subi une augmentation sans précédent ces derniers mois, représente, comme évoqué ci-avant, environ un quart du mix énergétique du réseau, entraînant mécaniquement une hausse de la facture énergétique des abonnés et des « non abonnés », et les exposant de fait, à la volatilité des prix de l'énergie.

Il ressort des actions menées par la Ville de Roanne que la solution la plus pertinente, d'un point de vue technique et économique, afin de répondre sans délai aux enjeux de stabilité tarifaire et de développement des énergies renouvelables dans le territoire est d'étendre le réseau de chaleur et d'associer à cette extension, la réalisation d'un nouvel ouvrage de production d'énergie renouvelable de type biomasse d'une puissance de 8,8 MW. Ces travaux permettront d'augmenter significativement le taux EnR du réseau de chaleur qui passerait ainsi de 70 % à 82 % permettant ainsi de se départir des évolutions actuelles du coût des énergies fossiles.

Ce développement apporterait en conséquence une double protection, tant aux abonnés actuels du réseau de chaleur, qu'aux habitants de la Ville de Roanne, impactés aujourd'hui par la volatilité des prix, et qui pourraient désormais se raccorder au réseau de chaleur grâce à son extension.

Cette solution s'inscrit parfaitement dans le respect des recommandations et des réglementations actuelles que sont notamment les lois Energie et Climat du 8 novembre 2019 et Climat et Résilience du 22 août 2021, notamment s'agissant de la réduction du gaz à effet de serre en vue de l'atteinte de la neutralité carbone d'ici 2050.

Comme prévu au contrat la Ville de Roanne et le délégataire sont entrés en négociation pour définir les modalités d'extension du réseau de chaleur. Il apparaît que la Ville de Roanne souhaite que les investissements liés aux sujétions imposées pour le développement du service soient réalisés avec un maintien du tarif supporté par les abonnés.

En effet, le développement du réseau serait compromis en cas d'augmentation du tarif pour les abonnés ; cette augmentation apparaissant, dans ce cas, nécessairement excessive et non-compétitive au regard des solutions concurrentes de fourniture de chaleur à leur disposition.

La volonté de ne pas impacter les abonnés par les modifications apportées au réseau de chaleur se traduit alors, au regard du montant des travaux à réaliser, de la date d'échéance du Contrat et de la durée normative d'amortissement pour les investissements, par l'introduction d'une valeur résiduelle.

Toutefois, l'introduction d'une valeur résiduelle en conservant la durée initiale du Contrat pourrait conduire à une charge excessive pour la Ville de Roanne, notamment car elle pourrait constituer un droit d'entrée dissuasif pour les candidats au renouvellement du Contrat.

En conséquence, une prolongation de la durée d'amortissement des investissements s'avère également nécessaire, ceci afin de préserver le prix du service pour les abonnés tout en minimisant la valeur résiduelle à l'échéance du Contrat.

Les Parties se sont donc mises d'accord sur l'ensemble des modifications à apporter au Contrat.

Au regard des éléments ci-dessus exposés, les Parties ont convenu de conclure le présent Avenant n°4 au Contrat de concession qui a pour objet de définir les conditions technico-économiques nécessaires à la mise en œuvre du projet présenté ci-avant ainsi que d'en tirer les conséquences sur le Contrat.

Le présent avenant a pour objet d'autoriser le Délégué à étendre le réseau de chaleur actuel ainsi qu'à réaliser une nouvelle chaufferie biomasse et deux nouvelles chaudières gaz en appoint secours au réseau ; et plus généralement, d'adapter et de compléter les dispositions techniques, administratives et financières du Contrat de délégation de service public pour tenir compte des modifications visées ci-avant.

Il est convenu que l'avenant n° 4 entre en vigueur à compter de sa notification au Délégué par l'Autorité Délégante et sa transmission au contrôle de légalité. Il prend effet à la levée de la dernière des conditions suspensives définies à l'Article 11.1 de l'avenant n° 4.

Cet avenant a fait l'objet d'un avis favorable de la commission prévue à l'article L.1411-6 du Code Général des Collectivités Territoriales (C.G.C.T.) lors de sa réunion du 26 octobre 2023.

Il est demandé au Conseil Municipal de bien vouloir :

- examiner et approuver l'avenant n° 4 au contrat de Délégation de Service Public à intervenir avec ROANNE ENERGIES ;
- autoriser Monsieur le Maire à le signer.

Après en avoir délibéré, le Conseil Municipal

**ADOpte A L'UNANIMITE**

Le Groupe "A Gauche pour Roanne" s'est abstenu.

ROANNE, le **20 NOV. 2023**

La Secrétaire de séance,

Le Maire,

**Vanessa BARBANT**

**Yves NICOLIN**  
Président de Roannais Agglomération

